



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Comment-JE-vais-VOUS-faire>

DOSSIER : LA DETTE

# Comment JE vais VOUS faire rembourser LA dette

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2012 - N° 1128 - février 2012 -

Date de mise en ligne : dimanche 11 mars 2012

Date de parution : février 2012

## Description :

Marie-Louise Duboin constate un ras-le-bol chez les électeurs aux présidentielles et cherche à comprendre d'où il provient.

---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

**Apparemment, plus la campagne des présidentielles envahit les bulletins d'information (après le foot, tout de même), plus elle incite les citoyens à s'abstenir ou à voter blanc, sachant pourtant que ce serait permettre de perdurer à un "système" dont ils ne veulent plus ...**

**D'où vient ce formidable "ras-le-bol" citoyen ?**

**Il est difficile de croire que dans la France qui a vécu la Convention, puis, un siècle plus tard, la Commune, les électeurs soient aujourd'hui résignés au point de ne plus croire à la démocratie, d'accepter de l'imaginer comme un rêve inaccessible, auquel ils ne croient plus...**

**Alors, essayons de comprendre.**

L'opinion se forme aujourd'hui en regardant la télévision. Et celle-ci nous "apprend" que les deux candidats du second tour seront probablement ceux de "l'UMPS", ceux des deux partis dits "de gouvernement". Or ces deux politiciens sont d'accord sur l'essentiel : les traités européens, ces traités qui ont défini la politique libérale et qui nous l'imposent depuis plusieurs décennies. Comme aucun des deux candidats n'est prêt à rediscuter ces traités "fondateurs", le débat sur cette politique n'aura pas lieu. Tous les citoyens qui, par référendum, ont refusé cette politique parce qu'ils avaient fait l'effort d'en étudier le contenu, ont perdu tout espoir d'être entendus depuis que le traité de Lisbonne leur impose ce qu'ils ont rejeté.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que cette même majorité de citoyens ait l'intention de montrer à ces politiciens qu'elle a tiré la leçon de leur mépris de son vote, qu'elle n'est plus dupe de leurs beaux discours, qu'elle sait qu'ils sont bien décidés, l'un et l'autre, à lui imposer une économie libérale.

Cela n'empêchera évidemment pas les journalistes d'entretenir le "suspense". Ainsi, et pendant des semaines encore, allons-nous assister, passifs, à des débats sur l'équilibre budgétaire, c'est-à-dire comment appliquer "la règle d'or". Chacun va y aller de sa recette pour concilier les inconciliables : imposer l'austérité pour rembourser la dette ET en même temps, relancer l'économie !

Et il sera difficile de trier le vrai soigneusement mêlé au faux. Par exemple, l'Allemagne est présentée par l'un d'eux comme le "modèle" à suivre : peu de chômeurs, une balance commerciale positive grâce à une industrie exportatrice. Il faut comprendre ces résultats des plans de restriction imposés dès 2001 par le "socialiste" Schröder (et suivis ici, au fil des jours, par J-P Mon) : les trois millions de chômeurs (parmi lesquels la moitié des seniors ne sont pas comptés) cachent neuf millions de précaires, et, avec des salaires horaires à moins de 10 euros et même des boulots à UN euro (il n'y a pas de salaire minimum !), 20% des travailleurs n'y gagnent plus de quoi vivre. Alors évidemment, ils consomment moins. Donc la production est plus exportée : c'est ce que les économistes appellent une affaire qui marche !

Quand, récemment, le candidat PS a dit, en substance que son pire ennemi, invisible, est le monde de la finance, certains ont dressé l'oreille : « aurait-il évolué ? ».

L'espoir n'a pas duré : quelques minutes après, il expliquait comment il allait trouver de l'argent pour rembourser LA dette !

## Comment JE vais VOUS faire rembourser LA dette

---

De remise en question de cette dette, point ! On admet la dette et on implore Sainte Croissance pour trouver de quoi satisfaire les créanciers.

Or cette dette, d'où vient-elle ? De l'insuffisance des recettes ? Sans doute, en particulier à cause des exonérations fiscales. Mais sûrement pas de l'excès de dépenses sociales, prétexte utilisé par celui qui veut poursuivre la destruction de "l'État-Providence", au nom de la liberté. En fait, c'est l'interdiction que les traités européens font aux Banques Centrales de prêter presque sans intérêts aux États qui a complètement changé les choses. Il faut reconnaître l'effet "boule de neige" sur une dette dont les intérêts à payer s'accumulent. Et s'en inquiéter, car dès lors que les États empruntent à des taux significatifs pour rembourser une partie d'une dette qui continue à s'amplifier, certains en concluent que, mathématiquement, cette dette exponentielle ne pourra jamais être épongée... C'est essentiel, mais nos deux "grands candidats" sont, de fait, d'accord pour ne jamais évoquer cet effet, aussi indéniable que déplorable qu'il soit, pour ne pas revenir sur ces traités européens : ce serait revoir complètement le crédit ! Alors, comme au procès Dreyfus « La question ne sera pas posée ! ».

Avec ces deux-là au second tour, les dés seraient jetés, l'essentiel, toujours pas remis en question, et des lois instituées pour imposer la pénitence aux peuples, les obliger à s'incliner devant "leurs" créanciers.

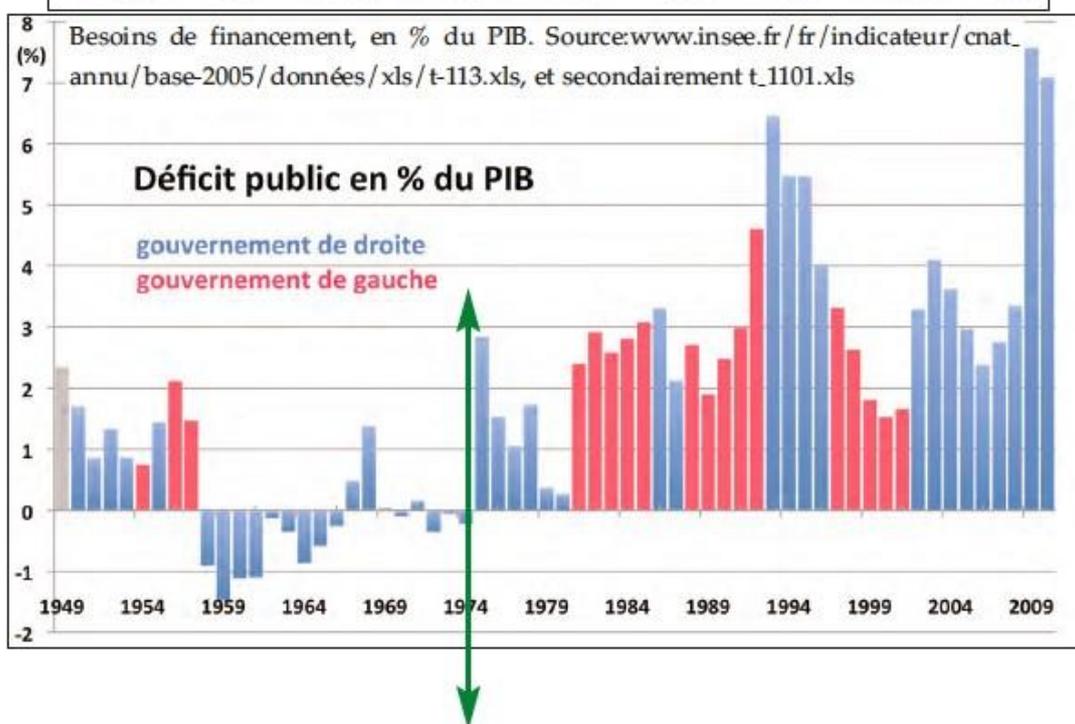
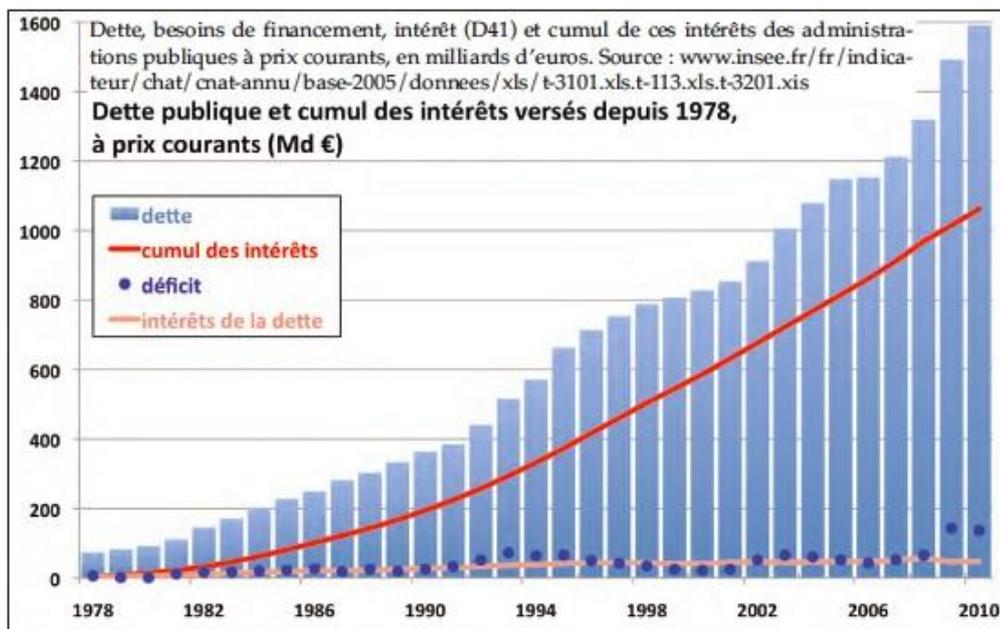
Un véritable audit de la dette (voir <http://www.france.attac.org/dossiers/leur-dette-notre-democratie>) est pourtant officiellement réclamé. Les journalistes n'en parlent pas, sans doute parce que la réflexion sur le sujet n'a lieu que dans la "vraie gauche", celle qu'ils s'obstinent à qualifier "d'extrême", alors qu'elle ne veut éliminer personne, bien au contraire.

<span class='spip\_document\_1049 spip\_documents spip\_documents\_right' style='float:right; width:212px;'>

Un économiste courageux, Jacques Généreux a écrit un livre intitulé "Nous, on peut !" dans lequel il explique comment la France pourrait retrouver sa souveraineté en matière financière, et sans tomber dans le national-socialisme de la candidate qui va danser à Vienne avec les néo-nazis.

Pour s'informer, il faut faire comme R.Joumard et les membres d'Attac Rhône : ils ont eu le courage d'aller chercher sur internet les statistiques de l'INSEE disponibles (depuis 1959 et jusqu'en 2009) pour les analyser. De ce travail courageux, ils ont fait un diaporama (56 diapositives), dont les deux schémas ci-dessous :

## Comment JE vais VOUS faire rembourser LA dette



[/



Schémas reproduits d'après le travail d'Attac Rhône et disponibles sur internet à l'adresse :  
[http://local.attac.org/rhone/IMG/pdf/tr.\\_dette\\_Attac\\_Rho\\_ne\\_56d\\_0112\\_bd.pdf](http://local.attac.org/rhone/IMG/pdf/tr._dette_Attac_Rho_ne_56d_0112_bd.pdf)

] /

Le premier, "Déficit public en % du PIB" (même si cette référence au PIB est discutable), distingue les périodes où la

France était gouvernée à droite de celles où elle était gouvernée à gauche. Nous y avons ajouté la flèche vert foncé pour marquer la date, 1973, où la loi a interdit à la Banque Centrale de prêter à l'État, l'obligeant ainsi, en cas de besoin, à emprunter auprès des marchés financiers.

On voit bien sur ces statistiques de l'INSEE que c'est à partir de là que s'est formée la "boule de neige", les intérêts s'accumulant.

Le second rapporte l'évolution de la dette publique (barres en bleu) à partir de 1978 et jusqu'en 2010, le déficit annuel (points bleus) et les intérêts annuels de la dette (la ligne rose qui suit à peu près les variations du déficit).

La ligne rouge, qui indique le cumul des intérêts à payer aux créanciers de l'État, depuis 1978, à prix courants et en milliards d'euros, montre bien l'évolution de la "boule de neige". Le déficit public, fin décembre 2010 était de 136,9 milliards, et la dette publique, fin septembre 2011 de 1689 milliards d'euros.

*Post-scriptum :*

*Selon Ignacio Ramonet « être au PS est une façon confortable d'être de droite ».*